

Rapport de contrôle

N° D1992703/1901 R001

Référence
client

Commande n° 85879

Entreprise

**CBRE GWS FRANCE SAS
SGAR SAS - BOSC MESNIL
Station Shell - fr/1891
A28 / Aire de Maucombe
76680 BOSC MESNIL**

Contrôle périodique d'une installation classée soumise à déclaration

Adresse
de
facturation

**CBRE GWS FRANCE SAS
134-142 RUE DANTON
92300 LEVALLOIS PERRET**

Référence de
l'installation

Distribution de carburants

Périodicité

Périodicité 5 ans

Dates de
vérification

Le 03/10/2019

Rubrique

Rubrique 1435

Pièces jointes

Confer page "Annexe" du rapport

Nombres
d'exemplaires

Ce rapport a été édité en 2
exemplaires et expédié le 03/10/2019.

Intervenant(s)
DEKRA
INDUSTRIAL

Marteaux Loïc

Le corps du rapport (hors annexe ou pièces jointes) fait l'objet d'une réédition complète en cas de modification ou d'amendement du rapport. Chaque modification du corps du rapport génère un changement d'indice de révision. Cette édition annule et remplace les révisions d'indice inférieur. (*) Révision 0 = première version.

**Reproduction partielle interdite sans
accord de DEKRA**

Liste des sites et portée de l'accréditation
disponible sur www.cofrac.fr



n°3-0733

Date et visa de l'intervenant

03/10/2019



DEKRA Industrial SAS,
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N° TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 8 628 320 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION	4
INTRODUCTION	4
RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	4
INSTALLATION CONTROLEE	5
Généralités	5
CONTROLE DE L'INSTALLATION	6
Dispositions contrôlées	6
SYNTHESE DES NON-CONFORMITES	21
SYNTHESE DES NON CONFORMITES	21
ANNEXES	23
COPIE DE LA DEMANDE ECRITE DE L'EXPLOITANT	25

INSTALLATIONS CLASSEES SOUMISES A DECLARATION

INTRODUCTION

Ce contrôle est réalisé en application des dispositions de l'article L. 512-11 du code de l'environnement et selon les dispositions des articles R. 512-55 à R. 512-66 du code de l'environnement.

RAPPEL DE LA REGLEMENTATION

- Arrêté du 15 Avril 2010 (modifié en dernier lieu par l'arrêté du 9 Aout 2017) relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Les dispositions de l'arrêté applicables aux liquides inflammables sont également applicables aux liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C et aux fiouls lourds.
- Les dispositions des annexes I (prescriptions générales), II (Conformité des systèmes de récupération des vapeurs), III (Contrôle sur site des systèmes de récupération des vapeurs) sont applicables aux installations nouvelles déclarées **à compter du 17.04.2010**.
- Les dispositions des annexes I, II, III sont également applicables aux installations existantes régulièrement déclarées ou autorisées **avant le 17.04.2010** au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées et relevant de la rubrique 1435 à sa création selon les modalités définies ci dessous (Dispositions applicables aux installations existantes).

Installations déclarées avant le 4 août 2003 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées,	installations déclarées après le 4 août 2003 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées
Annexes I, II, III applicables à l'exception	Annexes I, II, III applicables à l'exception :
- des points 2.1.A, 2.1.B, 2.1.D, 4.9.3 et 6.1 qui font l'objet de modalités d'application explicitées dans ces points ;	- des points 2.1.A (sauf premier alinéa), 2.1.B, 2.1.D et 6.1 qui font l'objet de modalités d'application explicitées dans ces points ;
- des points 2.4.1 (alinéas 3 et suivants),	- du premier alinéa du point 2.1
- des points 2.12 (premier alinéa)	- du point 4.2 (alinéa 2)
- du point 4.2 (alinéa 2)	

- Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
- Sont dispensées du contrôle périodique les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) no 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation
- Les non-conformités majeures (NCM) sont définies dans l'arrêté ministériel faisant l'objet du présent contrôle. A défaut, les écarts relevés doivent être considérés comme des autres non-conformités (ANC).
- Dans le cas de constat de non-conformité majeure, l'exploitant est tenu de remettre à l'organisme contrôle sous trois mois à compter de la réception du présent rapport un échéancier de mise en conformité et de solliciter un contrôle complémentaire, qui ne portera que sur les points de contrôle ayant donné lieu à une non-conformité majeure, dans un délai de 12 mois à compter de la réception du présent rapport. En cas de manquement ou de persistance de la NCM à l'issue du contrôle complémentaire, l'organisme agréé saisit l'autorité compétente.

INSTALLATION CONTROLEE

Généralités

EXPLOITANT			
Nom de l'exploitant	SHELL	Site	Station-service de Maucombe
Adresse	SGAR SAS - BOSC MESNIL Station Shell - fr/1891 A28 / Aire de Maucombe		
Date de la demande (copie de la demande en annexe)	01/07/2019		
Date de déclaration de l'installation	29/12/2008	Date de mise en service de l'installation	2009
Date du dernier contrôle	12/07/2012	Organisme et Contrôleur	DEKRA – Mr Dehouc
Présentation des Arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de l'article L. 512-12 du Code de l'Environnement ou de l'article R. 512-52	Liste des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée : - Arrêté préfectoral du 29/12/2008 -		
Nombre de salariées de la structure contrôlée	(moins de 10 salariées) <input type="checkbox"/>	(entre 10 et 250 salariées) <input checked="" type="checkbox"/>	(plus de 250 salariées) <input type="checkbox"/> Appartenance à un groupe <input checked="" type="checkbox"/> Nom du groupe : SHELL
Site certifié ISO 14001	OUI <input type="checkbox"/> NON <input checked="" type="checkbox"/>		

CONTROLE PERIODIQUE			
Rapport de contrôle n°	D1992703/1901 R001	Date du contrôle :	29/08/2019
Contrôleur	Marteaux Loïc	Type de contrôle	Périodique <input type="checkbox"/> Complémentaire <input checked="" type="checkbox"/>
Date d'émission du rapport	29/08/2019		
Type d'indépendance d'organisme au sens de la norme NF EN ISO/CEI 17020	A <input type="checkbox"/>	B <input type="checkbox"/>	C <input checked="" type="checkbox"/> conception ou/et fabrication ou/et maintenance de la présente installation : oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/>
Bilan du contrôle	Nombre de non conformités majeures : 3		Nombre des autres non conformités : 5
Bilan du contrôle complémentaire	Nombre de non-conformités majeures maintenues : 0		

Note importante :

Article R. 512-58 du code de l'environnement :

Pour chaque catégorie d'installation, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 du code de l'environnement fixent les modalités du contrôle périodique.

Le contrôle porte sur le respect des prescriptions édictées par ces arrêtés complétées par celles édictées par les arrêtés préfectoraux mentionnés aux articles L. 512-9 et L. 512-12, ainsi qu'à l'article R. 512-52 du code de l'environnement.

Pour l'ensemble des prescriptions concernées par le contrôle périodique, les points de contrôle sont imposés et la vérification porte exclusivement sur ces points de contrôle.

En conséquence, la conformité constatée du ou des points de contrôle liés à une prescription ne peut en aucun cas présumer de la conformité de la prescription dans son ensemble.

Remarque : Dans le rapport de contrôle, le terme "**observations**" est associé à une non-conformité (écart réglementaire) toutefois une note pourra être insérée pour rendre le rapport explicite à l'exploitant.

CONTROLE DE L'INSTALLATION

Dispositions contrôlées

CONSTATS						
Rubrique 1435	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
Annexe I de l'Arrêté du 15 avril 2010 modifié						
Prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement						
1. Dispositions générales						
1.4. Dossier installation classée						
L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :						
<ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour, c'est-à-dire le plan général d'implantation et le plan des tuyauteries. Pour les installations existantes, le plan des tuyauteries concerne les tuyauteries mises en place après le 3 avril 2003 ; - « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les autres documents prévus aux différents articles du présent arrêté. 						
Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.						
- présentation de « la preuve de dépôt de la déclaration » et des prescriptions générales ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- présentation des plans à jour d'éventuelles modifications (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
- vérification que le volume équivalent annuel distribué relevant de la rubrique 1435 est inférieur à la valeur supérieure du régime déclaratif, tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
1. Dispositions générales						
1.5. Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle						
L'exploitant d'une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.						
Un registre rassemblant l'ensemble des déclarations faites au titre du présent article est tenu à jour et mis, sur demande, à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.						

CONSTATS						
Rubrique 1435	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- présence d'un registre de déclaration d'accident ou de pollution accidentelle.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le registre de déclaration d'accident ou de pollution accidentelle ne nous a pas été présenté.	ANC 1
2. Implantation. – Aménagement 2.1. Règles d'implantation <i>Non applicable aux installations déclarées avant le 17.04.2010 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature*</i> A. L'implantation de nouvelles installations visées par le présent arrêté est interdite en rez-dechaussée d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ou en sous-sol, c'est-à-dire en dessous du niveau dit "de référence". Le niveau de référence est celui de la voirie publique située à l'air libre et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse. Aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers. Cette disposition est applicable aux installations déclarées à la date de publication du présent arrêté augmentée de six mois et : - à partir du lendemain de la date de publication du présent arrêté, aux installations existantes dont le dossier de demande d'autorisation au titre de la rubrique 1434 a été déposé depuis le 1er juillet 2009 ; - à partir du lendemain de la date de publication du présent arrêté, aux installations régulièrement déclarées au titre de la rubrique 1434 à compter du 1er juillet 2009 ; - à compter du 1er janvier 2015 pour les installations existantes et régulièrement déclarées ou autorisées avant le 1er juillet 2009. La distribution de carburants de la catégorie B en rez-de-chaussée d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ou en sous-sol n'est autorisée que sous réserve que l'installation soit équipée : - d'un système de détection des vapeurs d'hydrocarbures, d'une installation de ventilation d'urgence dont le déclenchement est asservi au système de détection et d'un arrêt d'urgence automatique des appareils de distribution asservi à ces mêmes détecteurs ; - de systèmes de récupération des vapeurs au remplissage des installations de stockage et au ravitaillement en carburant de la catégorie B des véhicules à moteur respectant les prescriptions du point 6 de la présente annexe et d'un système de régulation électronique en boucle fermée respectant les prescriptions du point 6.1 de la présente annexe, quel que soit le volume distribué par an. Cette disposition s'applique à compter du 1er janvier 2020 pour les installations régulièrement déclarées ou autorisées au titre de la rubrique 1434 avant le 1er juillet 2009 et immédiatement en cas de modification substantielle nécessitant une nouvelle déclaration au titre de l'article R. 512-54 du code de l'environnement.						
- pour les installations en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers ou en sous-sol, vérification de la mise en place d'un système de détection des vapeurs d'hydrocarbures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation n'est pas surmontée de locaux habités par des tiers.	
- pour les installations en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers ou en sous-sol, vérification de la mise en place d'une installation de ventilation d'urgence dont le déclenchement est asservi au système de détection et d'un arrêt d'urgence automatique des appareils de distribution asservi à ces mêmes détecteurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation n'est pas surmontée de locaux habités par des tiers.	

CONSTATS						
Rubrique 1435	C	NCM	ANC	SO	Observations	N° NC
- pour les installations en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers ou en sous-sol, vérification de la mise en place de systèmes de récupération des vapeurs au remplissage des installations de stockage et au ravitaillement carburant de la catégorie B des véhicules à moteur respectant les prescriptions du point 6 de la présente annexe et d'un système de régulation électronique en boucle fermée respectant les prescriptions du point 6.1 de la présente annexe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation n'est pas surmontée de locaux habités par des tiers.	
- vérification qu'aucune bouche de dépotage ne débouche en sous-sol ou en rez-de-chaussée d'un immeuble occupé par des tiers (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable, l'installation n'est pas surmontée de locaux habités par des tiers.	

2.1. Règles d'implantation

B. Pour les installations régulièrement déclarées avant le 1er juillet 2009 au titre de la rubrique 1434 et relevant de la rubrique 1435 à sa création, les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de distribution le plus proche des établissements visés ci-dessous, sont observées :

- 17 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie, cette distance est réduite à 15 mètres pour les installations existant au 3 août 2003 ;
- 5 mètres de l'issue principale d'un établissement recevant du public de la 5e catégorie (magasin de vente dépendant de l'installation, etc.) avec pour les installations déclarées postérieurement au 3 août 2003, l'obligation d'une issue de secours arrière ou latérale permettant l'évacuation du public, sans exposition à moins de 17 mètres des appareils de distribution ;
- 17 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion ou des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers sous lequel est implantée l'installation. Cette distance est réduite à 10 mètres pour les installations existant au 3 août 2003 ;
- 5 mètres des issues ou des ouvertures des locaux susceptibles d'accueillir le public au sein de l'installation ; cette distance peut, dans le cas des appareils de distribution de carburant 2 temps, être ramenée à 2 mètres. Dans ce cas, les installations déclarées postérieurement au 3 août 2003 disposent d'une issue de secours arrière (façade du bâtiment opposée aux appareils de distribution ou latérale permettant l'évacuation du public, sans exposition à un flux thermique éventuel en cas d'incendie) ;
- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués sont de catégorie C. Cette disposition n'est pas applicable aux installations déclarées avant le 1er janvier 1985 au titre de la rubrique 1434.

Dans le cas de l'existence ou de la mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 d'une hauteur de 2,50 mètres et situé à 5 mètres au moins de l'appareil de distribution le plus proche de l'établissement concerné, les distances minimales d'éloignement sont ainsi réduites pour les installations déclarées postérieurement au 3 août 2003 :

- 12 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie ;
- 12 mètres des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion ou des issues d'un immeuble habité ou occupé par des tiers sous lequel est implantée l'installation.

Le principe des distances d'éloignement ci-dessus s'applique également aux distances mesurées à partir de la limite de l'aire de dépotage la plus proche de l'établissement concerné pour les installations déclarées postérieurement au 3 août 2003.

Lorsqu'elles concernent des établissements ou immeubles situés à l'extérieur de l'installation classée, les distances minimales ci-dessus, sont observées à la date de la déclaration en préfecture ou de l'autorisation.

Pour les nouvelles installations, les installations déclarées postérieurement au 1er juillet 2009 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées et relevant de la rubrique 1435 à sa création ainsi que les extensions ou modifications d'installations existantes régulièrement déclarées nécessitant le dépôt d'une nouvelle déclaration en application de l'article R. 512-54 du code de l'environnement, les distances minimales d'implantation (en mètres) à respecter vis-à-vis des issues d'un établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e ou 4e catégorie, d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, extérieur à l'établissement ou d'une installation extérieure à l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion sont les suivantes :

	CATEGORIE B, y compris E10 et hors superéthanol	CATEGORIE C	SUPERETHANOL
Dépotage	19	17	14
Dépotage sécurisé	13 (auvent) 16 (extinction automatique)	14	11
Distribution	17	14, 18, 21,23 (*)	11
Distribution sécurisée	13	11, 15, 17,19 (*)	8

(*) Ces distances s'entendent respectivement pour :

- la distribution voiture ;
- la distribution poids lourds limitée à 2,5 m³/h ;
- la distribution poids lourds supérieure à 2,5 m³/h et inférieure à 8 m³/h ;
- la distribution poids lourds supérieure ou égale à 8 m³/h.

Ces distances peuvent être diminuées de 30 % en cas d'interposition d'un mur coupe-feu RE 120 d'une hauteur de 2,50 mètres et situé à 5 mètres au moins de l'appareil de distribution le plus proche de l'établissement concerné.

Une distance de 5 mètres est observée entre les parois des appareils de distribution et les issues des locaux susceptibles d'accueillir le public au sein de l'installation. Cette distance est également observée entre les limites de l'aire de dépotage et ces mêmes issues.

La distance de 5 mètres est également observée aux limites de la voie publique et aux limites de l'établissement, cette distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté, lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures de 2,5 mètres de haut ou lorsque les liquides inflammables distribués sont de catégorie C.

Pour les installations existantes et précédemment régulièrement autorisées au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées, les distances à prendre en compte sont celles de l'arrêté préfectoral.

B. Pour les installations régulièrement déclarées avant le 1er juillet 2009 au titre de la rubrique 1434 et relevant de la rubrique 1435 à sa création, les distances d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois de l'appareil de

- respect des distances d'éloignement ; (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation d'un justificatif démontrant que les caractéristiques du mur (matériaux et épaisseur) sont celles d'un mur coupe-feu, lorsque les distances d'éloignement sont réduites (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de mur coupe-feu sur l'installation contrôlée	
2.1. Règles d'implantation						
<p>C. Les stockages de bouteilles de gaz combustibles liquéfiés respectent les conditions minimales d'éloignement suivantes des parois des appareils de distribution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 mètres, si la capacité du dépôt de bouteilles est au plus de 15 000 kilogrammes ; - 7,5 mètres pour une capacité de dépôt supérieure à 15 000 kilogrammes. 						
- respect des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage de bouteille de gaz combustible sur l'installation contrôlée.	
2.1. Règles d'implantation						
<p>D. Dans tous les cas, une distance minimale d'éloignement de 4 mètres, mesurée horizontalement, est observée entre l'évent d'un réservoir d'hydrocarbures et les parois d'appareils de distribution.</p> <p>Cette disposition est applicable aux installations existantes précédemment déclarées ou autorisées à compter du 1er juillet 2009 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées.</p>						
- respect des distances d'éloignement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
2.7. Installations électriques						
<p>A. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manoeuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.</p> <p>La commande du dispositif de coupure générale est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.</p> <p>Lorsque l'installation est exploitée en libre-service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manoeuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.</p> <p>Dans le cas d'une installation en libre-service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et des systèmes de détection précités, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manoeuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné.</p>						
- présence d'un dispositif de coupure générale (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation du justificatif attestant de la réalisation de l'essai annuel de bon fonctionnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté	NCM 1

2.9. Rétention des aires et locaux de travail

Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux points 5.5 et 7 de la présente annexe.

- présence d'un dispositif empêchant la diffusion des matières dangereuses répandues accidentellement



3.5. État des stocks de liquides inflammables

L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

- présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables.



4. Risques

4.2. Moyens de secours contre l'incendie

D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ;

*Non applicable aux installations déclarées avant le 17.04.2010 au titre de la rubrique 1434 de la nomenclature**

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;

- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;
- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.

A l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanols.

Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes.

Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.

- présence des moyens de lutte contre l'incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;



– présentation des rapports d'entretien et de vérification annuels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.3. Localisation des risques L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.						
– présentation du document de recensement ;	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
– présence des panneaux correspondants.	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
4.7. Consignes de sécurité A. Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.5 de la présente annexe ; - l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 4.6 de la présente annexe ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.5 de la présente annexe ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.						
– affichage des consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune des consignes de sécurité ne nous a été présentées.	ANC 2
4.9. Aménagement et construction des appareils de distribution et de remplissage 4.9.3. Flexibles Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation. Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.						
– état et date de remplacement des flexibles;	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
– non frottement au sol de flexibles.	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

4.9.4 Dispositifs de sécurité

Dans le cas des installations en libre-service, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne peuvent s'effectuer sans intervention manuelle.

Toute opération de distribution est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint. Dans l'attente d'avancées techniques, ces dispositions ne s'appliquent pas aux opérations d'avitaillement des aéronefs dès lors qu'elles ne permettent pas le remplissage des réservoirs au niveau maximal d'utilisation.

Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée :

- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;
- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.

Dans les installations déclarées après le 3 août 2003 et exploitées en libre-service surveillé, l'agent d'exploitation peut commander à tout moment, depuis un point de contrôle de la station, le fonctionnement de l'appareil de distribution.

Pour la distribution et le stockage du superéthanol, des arrête-flammes sont systématiquement prévus en tous points où une transmission d'explosion vers les réservoirs est possible.

Tous les arrête-flammes du circuit de récupération des vapeurs pour la distribution et le stockage de superéthanol respectent la norme NF EN 12874 de janvier 2001 ou toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions-citerne et connexion des systèmes de récupération de vapeurs entre le véhicule et les bouches de dépotage (pour les installations visées par la réglementation sur la récupération de vapeur

– présence d'arrête-flammes ou, en cas d'impossibilité d'accès à ces derniers, présentation d'un document justifiant leur présence (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de distribution de super éthanol sur l'installation contrôlée.	
– présentation du justificatif de conformité à la norme NF EN 12874 de janvier 2001.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de distribution de super éthanol sur l'installation contrôlée.	

4.10. Réservoirs et tuyauteries

Les réservoirs de liquides associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, sont installés et exploités conformément aux règles applicables aux installations classées au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722 ou 4734 de la rubrique de la nomenclature des installations classées.

4.10.1. Cas des stockages aériens de liquides inflammables

L'utilisation, à titre permanent, de réservoirs mobiles à des fins de stockage fixe est interdite.

Tout stockage aérien de liquides inflammables susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est au moins égal à :

- 50 % de la capacité totale des récipients dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants ;
- 20 % de la capacité totale des récipients dans les autres cas ;
- dans tous les cas, à 800 litres ou à la capacité totale des récipients lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. La capacité de rétention et le dispositif d'obturation sont vérifiés périodiquement.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau.

absence de stockage fixe à titre permanent dans des réservoirs mobiles ;	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
– volume de rétention suffisant ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur l'installation contrôlée.	
– Contrôle de l'aspect de la cuvette de rétention, absence de fissure ;	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur l'installation contrôlée.	
– présence de jauges de niveau sur les réservoirs.	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de réservoirs aériens sur l'installation contrôlée.	

4.10.2. Cas des stockages enterrés de liquides inflammables

Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.

Réservoirs :

- présence de la double enveloppe (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence d'un détecteur de fuite, lequel est accessible, pour les installations déclarées à compter du 1er janvier 2009 (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

4.10.2. Cas des stockages enterrés de liquides inflammables

Events (uniquement pour les installations déclarées ou autorisées après le 18 juillet 1998) :

- les événements sont ouverts à l'air libre sans robinet ni obturateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- les événements soumis à la récupération des vapeurs sont séparés des autres événements (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
4.10.2. Cas des stockages enterrés de liquides inflammables						
Tuyauteries :						
- présence du point bas permettant de recueillir les écoulements de produit en cas de fuite (pour les installations déclarées ou autorisées après le 21 novembre 2008, uniquement) ou, en cas de difficulté pour vérifier cette présence directement sur l'installation, présentation d'un document justifiant sa présence ;	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (présence du point bas).	ANC 3
- présentation du suivi régulier de ces points bas (pour les installations déclarées ou autorisées après le 21 novembre 2008, uniquement) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi régulier du point bas).	NCM 2
- présentation des certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe).	NCM 3
4.10.2. Cas des stockages enterrés de liquides inflammables						
Systèmes de détection de fuite :						
- les systèmes de détection de fuite sont conformes à la norme en vigueur à la date de mise en service (pour les installations déclarées ou autorisées après le 21 novembre 2008, uniquement) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- positionnement des alarmes visuelle et sonore pour être vues et entendues du personnel (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
présentation des certificats de vérification tous les cinq ans (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- affichage du dernier contrôle près de la bouche de dépotage ;	<input type="checkbox"/>		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La bouche de dépotage est verrouillée et non accessible.	ANC 4
- présentation du fichier de suivi annuel des essais des alarmes par l'exploitant.	<input checked="" type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
4.10.2. Cas des stockages enterrés de liquides inflammables						
Réservoirs simple enveloppe :						

- présentation des certificats d'épreuves par un organisme agréé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage enterré en simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- présentation des certificats de nettoyage/dégazage et contrôle visuel par un organisme habilité (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage enterré en simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- présentation de justificatifs attestant de la réalisation d'un premier contrôle d'étanchéité et démontrant le respect de la périodicité depuis le dernier contrôle réalisé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage enterré en simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- présentation du fichier de suivi hebdomadaire des flux de liquides (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage enterré en simple enveloppe sur le site contrôlé.	
- absence de présence de liquide aux points bas des réservoirs en fosse maçonnée (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Prescription non applicable en l'absence de stockage enterré en simple enveloppe sur le site contrôlé.	

5. Eau

5.10. Aires de dépotage ou de distribution

Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue.

Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Dans le cas du ravitaillement bateau, l'étanchéité de l'aire de distribution se limite à la zone terrestre.

Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en oeuvre (pelle,...).

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Dans le cas du ravitaillement bateau, certains cas spécifiques peuvent ne pas permettre la mise en place d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures. Cette impossibilité est alors démontrée par une étude technico-économique tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Cette étude précise les mesures compensatoires mises en place.

La partie de l'aire de distribution qui est protégée des intempéries par un auvent pourra être affectée du coefficient 0,5 pour déterminer la surface réelle à protéger prise en compte dans le calcul du dispositif décanteur-séparateur.

- présence du décanteur-séparateur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présentation des fiches de suivi de nettoyage et l'attestation de conformité du décanteur séparateur.	<input checked="" type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

6. Air, odeurs

6.1. Récupération des vapeurs

6.1.1. Récupération des vapeurs au remplissage des installations de stockage

Le présent point est applicable aux stations de distribution de carburant de la catégorie B à l'exception des carburants destinés à l'aviation et des stations-service d'un débit inférieur à 100 mètres cubes par an.

Lors du déchargement de carburant de la catégorie B 0 d'une citerne de transport dans les installations de stockage des stations-service, les vapeurs générées par le déplacement de carburant sont renvoyées dans la citerne de transport au moyen d'un tuyau de raccordement étanche aux vapeurs. Lors de cette opération, un dispositif est mis en place afin que ces vapeurs ne s'évacuent pas par l'évent du réservoir de stockage de la station-service.

Une station-service équipée de ces dispositifs est ravitaillée par un réservoir de transport conçu pour retenir les vapeurs de carburant de la catégorie B .

Les opérations de remplissage des réservoirs des stations-service ne sont pas effectuées avant que ces dispositifs ne soient en place et fonctionnent correctement.

L'exploitant peut adopter d'autres mesures techniques que ces dispositifs, s'il est démontré que de telles mesures de remplacement ont au moins la même efficacité.

Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux stations-service d'un débit inférieur 500 mètres cubes par an et qui sont implantées dans une commune de moins de 5 000 habitants à condition qu'elles ne soient pas situées dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement. De plus, des dispositions plus contraignantes que celles du présent arrêté peuvent être définies dans les plans de protection de l'atmosphère.

- présence d'une bouche d'évacuation des vapeurs pour le carburant de la catégorie B destinées à être raccordées à la citerne de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence d'évents pour les carburants de la catégorie B qui ne débouchent pas à l'atmosphère (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

6.1.2. Récupération des vapeurs liées au ravitaillement en essence des véhicules à moteur

Le présent point est applicable aux stations de distribution de carburant de la catégorie B. Les volumes considérés au titre du présent point sont relatifs aux carburants de la catégorie B. Les carburants pour l'aviation ne sont pas concernés.

Tout exploitant d'une station-service d'un volume distribué inférieur à 500 mètres cubes par an de carburant de la catégorie B est tenu de déclarer au préfet l'augmentation de ce volume si celui-ci dépasse 500 mètres cubes par an de carburant, au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle où le dépassement a été constaté.

6.1.2.1. Récupération des vapeurs

Les stations-service dont le volume distribué est supérieur à 500 mètres cubes par an sont équipées de systèmes actifs de récupération des vapeurs afin de permettre le retour d'au moins 80 % des vapeurs dans les réservoirs fixes des stations-service. « Le rapport vapeur / essence est supérieur ou égal à 0.95, mais inférieur ou égal à 1.05. ». Cette disposition est applicable :

- à partir du lendemain de la date de publication du présent arrêté pour les installations nouvelles ;
- à partir du lendemain de la date de publication du présent arrêté pour les stations existantes d'un débit supérieur à 3 000 mètres cubes par an ainsi que pour les stations dont le débit a dépassé pour la première fois 500 mètres cubes par an postérieurement au 4 juillet 2001 ;
- le 30 septembre de l'année suivant l'année civile durant laquelle le débit a dépassé 500 mètres cubes pour les installations dont le débit a été inférieur à 500 mètres cubes par an depuis le 4 juillet 2001 jusqu'au lendemain de la date de publication du présent arrêté ;
- au plus tard le 1er janvier 2016 pour les autres installations.

« Ce taux de récupération est porté à 85 % pour les systèmes de récupération conformes à la norme NF EN 16321-1 version de novembre 2013 et à 90 % pour les systèmes de récupération conformes aux dispositions de l'annexe II du présent arrêté : »

- à partir du lendemain de la date de publication du présent arrêté pour les nouvelles installations et les installations en rez-de-chaussée d'un immeuble habité ou occupé par des tiers ou en sous-sol faisant l'objet d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle déclaration au titre de l'article R. 512-54 du code de l'environnement;
- au 1er janvier 2016 pour les stations-service existantes dont le débit est supérieur à 3 000 mètres cubes par an ;
- au 1er janvier 2020 pour les stations-service existantes dont le débit est supérieur à 1 000 mètres cubes par an.

Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements :

- un pistolet de remplissage dont le système de dépression est ouvert à l'atmosphère ;
- un flexible de type coaxial ou présentant des garanties équivalentes afin de véhiculer à la fois le carburant et les vapeurs ;
- un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ;
- un dispositif de régulation permettant de contrôler le rapport entre le débit de vapeur aspirée et le débit de carburant distribué.

- présence d'un pistolet de remplissage dont le système de dépression est ouvert à l'atmosphère (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence d'un flexible de type coaxial ou présentant des garanties équivalentes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		
- présence d'un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>		

6.1.2.2. Dispositif de régulation

Le dispositif de régulation cité au point 6.1.2.1 de la présente annexe est en boucle fermée.

Le signal de mauvais fonctionnement du système de récupération des vapeurs entraîne l'arrêt de la distribution de carburant dès lors que la réparation n'est pas réalisée sous 72 heures. Ces dispositions sont applicables :

- aux stations-service nouvelles au lendemain de la date de publication du présent arrêté ;
- aux stations-service existantes dont le débit est supérieur à 3 000 mètres cubes par an à compter du 1er janvier 2014 ;
- aux stations-service existantes dont le débit est supérieur à 1 000 mètres cubes par an à compter du 1er janvier 2016.

6.1.2.6. Maintenance du système de récupération

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme compétent et indépendant, conformément aux dispositions de l'annexe III « du présent arrêté jusqu'au [date de publication du présent arrêté au Journal officiel] inclus puis à la norme NF EN 16321-2 version de novembre 2013 à compter du lendemain de la date de publication du présent arrêté au Journal officiel ». Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques pendant un délai d'au moins six ans.

-présentation du dernier certificat de contrôle de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).



7. Déchets

7.2. Contrôles des circuits

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.

- présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.



Le registre de déclaration d'élimination des déchets et les bordereaux de suivi ne nous ont pas été présentés

ANC
5

SYNTHESE DES NON-CONFORMITES

SYNTHESE DES NON CONFORMITES	
Non conformités constatées	
Points sur lesquels des mesures correctives ou préventives doivent être mises en œuvre	
N° NCM	Non-conformités majeures ⁽¹⁾ constatées
	L'arrêté ministériel, objet du présent contrôle, définit les non-conformités majeures : oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
1	2.7 : Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté. Coupure non autorisée
2	4.10.2 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi régulier du point bas).
3	4.10.2 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe).
N° ANC	Autres non-conformités constatées
1	1.5 : Le registre de déclaration d'accident ou de pollution accidentelle ne nous a pas été présenté.
2	4.7 : Aucune des consignes de sécurité ne nous a été présentées.
3	4.10.2 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (présence du point bas).
4	4.10.2 : La bouche de dépotage est verrouillée et non accessible.
5	7.2 : Le registre de déclaration d'élimination des déchets et les bordereaux de suivi ne nous ont pas été présentés

(1) au sens de l'arrêté ministériel contrôlé

En cas de constat(s) de non-conformité majeure :

Date limite pour la remise de l'échéancier de mise en conformité	04/11/18	Date limite pour la sollicitation du contrôle complémentaire	04/08/2019
--	----------	--	------------

Prochain contrôle périodique :

Date limite pour le prochain contrôle périodique	17/05/2023
--	------------

CONTROLE COMPLEMENTAIRE

SYNTHESE DU CONTROLE COMPLEMENTAIRE		
N° NCM	Non-conformités faisant l'objet du contrôle complémentaire	
1	<p>2.7 : Le justificatif d'essais du dispositif de coupure générale ne nous a pas été présenté. Coupure non autorisée</p>	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
2	<p>4.10.2 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (suivi régulier du point bas).</p>	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>
3	<p>4.10.2 : En l'absence d'éléments permettant de déterminer la présence de tuyauterie simple enveloppe ou double enveloppe, ce point ne peut pas être jugé conforme (certificats d'épreuve d'étanchéité des tuyauteries simple enveloppe).</p>	Soldée <input checked="" type="checkbox"/> Maintenue <input type="checkbox"/>

Conclusion

L'ensemble des non conformités majeures constatées lors du contrôle périodique du 03/10/2019 sont levées

ANNEXES

Référence	Version	Titre	Nb pages
	29/12/2008	Arrêté préfectoral d'autorisation	23
		Lettre de demande d'antériorité	
1891_ZONAGE ATEX-v1	26/07/2012	Dossier ATEX	76
		Fiches de données de sécurités	
1891	18/05/2011	Plan de localisation des risques	1
1891	18/05/2011	Plan hydrocarbures	1
	09/05/17	Contrôle annuel des détecteurs de fuites	1
	25/04/2017	Rapport d'essai RV2	2
0558746601701	18/05/2017	Rapport de contrôle des installations électriques	12
	11/09/2017	Rapport défense incendie	7
	23/02/2017	Rapport de vérification extincteur	4
	27/04/2017	Rapport de vérification extincteur	2
	13/07/2017	Rapport de maintenance SSi	5
	11/12/2014	Rapport de contrôle des détecteurs de fuite. Société Mesure process	5
	17/05/18	Rapport de test de coupure électrique générale. Société Castres Equipement FR/CEI/4. Coupure non autorisée	3

	02/02/2011	Rapport d'étanchéité tuyauterie simple enveloppe	
--	------------	--	--

Copie de la demande écrite de l'exploitant

(Facsimilé de la demande)

Site id	Nom d'usage	Adresse	Ville	CP	Dept	réception / arrêté	date du récépissé ou arrêté	date de demande d'autorisation	1414	4718	4734	1435	no de rubrique	WO 2018
FR/0054	HALLIGNICOURT SUD (Paris-Nancy)	HALLIGNICOURT, RN 4-PARIS NANCY, (Amiante) (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	réception	07/12/2006	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745571
FR/0252	PARCE EST (Angers-Le Mans)	PARCE, A11 - SENS ANGERS - LE MANS, (A11 / AIRE EST DE PARCE), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE SUR SARTHE	72300	72	réception	28/09/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745581
FR/0320	HALLIGNICOURT NORD (Nancy-Paris)	SAINT DIZIER, HALLIGNICOURT-ST DIZIER-RN4, (RN4 / RTE DE VITRY), (ZIP: 52100) - FRANCE	HALLIGNICOURT	52100	52	réception	03/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745583
FR/0595	REIMS	REIMS, (RN44 / RTE DE CHALONS), (ZIP: 51100) - FRANCE	REIMS	51100	51	réception	15/02/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745585
FR/0634	MONTEILMAR (VL)	ALLAN, AUT A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE EST DE MONTEILMAR/MALATAVERNE), (ZIP: 26200) - FRANCE	ALLAN	26200	26	arrêté	15/07/2014	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745587
FR/0863	LES SALLES	LES SALLES, (A72 / AIRE DU HAUT FOREZ SUD), (ZIP: 42440) - FRANCE	LES SALLES	42440	42	réception	08/11/1991	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745591
FR/1115	BOSGOUET	BOSGOUET, (A13 / AIRE DE BOSGOUET), (ZIP: 27310) - FRANCE	BOSGOUET	27310	27	réception	26/04/1988	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745594
FR/1176	VELIZY VILLACOUBLAY	VELIZY-VILLACOUBLAY, (RN118 / VAL DE GRACE), (ZIP: 78140) - FRANCE	VELIZY-VILLACOUBLAY	78140	78	réception	25/08/2004	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745596
FR/1211	BONNEVILLE SUD	BONNEVILLE, AUT A 40 BLANCHE, (amiante) (A40 / AIRE DE PONCHY), (ZIP: 74130) - FRANCE	Bonneville	74130	74	reception	29/07/1998	21/01/2016	DC	NC	NC	DC	2	1007745597
FR/1222	BLOIS VILLERBON	VILLERBON, BLOIS VILLERBON, (A10 / AIRE DE BLOIS), (ZIP: 41000) - FRANCE	VILLERBON	41000	41	arrêté	28/12/2000	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745599
FR/1349	ST MICHEL DE RIEUFRET	ST-MICHEL DE RIEUFRE, (A62 / AIRE DES LANDES), (ZIP: 33720) - FRANCE	ST MICHEL DE RIEUFRET	33720	33	réception	21/04/2010	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745602
FR/1384	SACLAY	SACLAY, (AUTOROUTE 118), (ZIP: 91400) - FRANCE	SACLAY	91400	91	réception	01/09/2000	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745604
FR/1388	COMPANS	COMPANS, (RTE DÉPARTEMENTALE 212), (ZIP: 77290) - FRANCE	COMPANS	77290	77	réception	03/11/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745606
FR/1437	VRIGNY	VRIGNY, (A4 / AIRE DE VRIGNY), (ZIP: 51390) - FRANCE	VRIGNY	51390	51	réception	18/11/1998	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745607
FR/1562	MOUGINS	MOUGINS, (A8 / AIRE DE BREGUIÈRES NORD), (ZIP: 06250) - FRANCE	MOUGINS	6250	6	arrêté E	09/11/2012	-	NC	NC	DC	DC	2	1007745608
FR/1621	MARDIE	MARDIE, (RN60 / AIRE DES GRILLONS), (ZIP: 45430) - FRANCE	MARDIE	45430	45	réception	14/10/2004	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745609
FR/1700	SAINT MAURICE LA SOUTERRAINE	SAINT MAURICE, LA SOUTERRAINE, (Amiante) (LA CROISIÈRE), (ZIP: 23300) - FRANCE	ST MAURICE LA SOUTER	23300	23	réception	23/09/2004	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745610
FR/1787	MONTEILMAR (PL)	ALLAN, ALLAN - PL - A 7 - MALATAVERNE, (A7 / AIRE DE MONTEILMAR), (ZIP: 26280) - FRANCE	ALLAN	26280	26	réception	21/07/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745616
FR/1790	SOMMESOUS - SOMPUIS	SOMPUIS, (A26 / AIRE DE SOMMESOUS), (ZIP: 51320) - FRANCE	SOMMESOUS	51320	51	réception	08/10/1991	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745617
FR/1891	BOSC MESNIL - MAUCOMBLE	BOSC-MESNIL, (A28 / AIRE DE MAUCOMBLE), (ZIP: 76680) - FRANCE	BOSC-MESNIL	76680	76	arrêté	29/12/2008	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745618
FR/1920	TREILLIERES	TREILLIERES, AUT A 821 - RTE NAT 1, (A821 / RTE NATIONALE 137), (ZIP: 44119) - FRANCE	TREILLIERES	44119	44	réception	31/08/1992 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745619
FR/1953	LORLANGES	ARVANT, (A75 / AIRE LAFAYETTE LORLANGES), (ZIP: 43360) - FRANCE	LORLANGES	43360	43	réception	11/07/1994	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745620
FR/1955	CHAVAGNES	CHAVAGNES EN PAILLER, (A83 / AIRE DE CHAVAGNES), (ZIP: 85250) - FRANCE	CHAVAGNES EN PAILLER	85250	85	réception	29/09/2009	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745621
FR/1988	PLOERMEL	PLOERMEL, (RN24 / Aire de Brocéliande), (ZIP: 56800) - FRANCE	PLOERMEL	56800	56	réception	19/10/2009	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745622
FR/2096	CHASSE SUR RHONE	CHASSES SUR RHONE, SMA SAS CHASSE/RHONE, (ZI DU LINON), (ZIP: 38670) - FRANCE	CHASSE SUR RHONE	38670	38	réception	22/03/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745623
FR/2141	LONGUE JUMELLES - COUAILLE	LONGUE JUMELLES, (A85 / LA COUAILLE), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	réception	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745624
FR/2142	LONGUE JUMELLES - COSSONNIERES	LONGUE JUMELLES, A85 - COSSONI, (A85 / AIRE NORD DES COSSONNIERES), (ZIP: 49190) - FRANCE	LONGUE JUMELLES	49190	49	réception	11/06/2010	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745625
FR/2156	CALAIS - UDG	CALAIS, (RUE DES GARENNES / ZI DES DUN CALAIS), (ZIP: 62100) - FRANCE	CALAIS	62100	62	réception	27/10/1999	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745626
FR/2157	SARAN - ORLEANS	SARAN, SMA SAS, (PARC D'ACTIVITE D'ORMES), (ZIP: 45770) - FRANCE	SARAN	45770	45	réception	12/11/1996	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745627
FR/2194	VELLES	VELLES/CHATEAUROUX, (A20 / AIRE DU VAL DE L'INDRE), (ZIP: 36330) - FRANCE	VELLES	36330	36	réception	21/02/1997 st	04/04/2011	DC	NC	NC	DC	2	1007745628
FR/2274	LE FRENEY	LE FRENEY, (A43 / AUTOPORT DU FRÉJUS), (ZIP: 73500) - FRANCE	LE FRENEY	73500	73	réception	25/02/2003	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745629
FR/2308	CAPENS - VOLVESTRE	CAPENS, (A64 / AIRE DE VOLVESTRE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	réception	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745630
FR/2310	CAPENS - GARONNE	CAPENS, (A64 / AIRE DE GARONNE), (ZIP: 31410) - FRANCE	CAPENS	31410	31	réception	26/11/1997	04/04/2011	DC	DC	DC	DC	4	1007745631
FR/2344	RUFFEC	RUFFEC, EST - RTE N 10, (RN10 / AIRE DES EGLANTIERES), (ZIP: 16700) - FRANCE	RUFFEC	16700	16	réception	18/02/1997 st	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745632
FR/2482	SAILLY FLIBEAUCOURT - BAIE DE SOMME	SAILLY FLIBEAUCOURT, (A16 / AIRE DE LA BAIE DE SOMME), (ZIP: 80970) - FRANCE	SAILLY FLIBEAUCOURT	80970	80	réception	28/01/1998	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745633
FR/2511	REICHSTETT	REICHSTETT, (RTE D37), (ZIP: 67116) - FRANCE	REICHSTETT	67116	67	réception	19/02/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745634
FR/2528	ST SULPICE - BOISMANDE	ST SULPICE LES FEUILLES, (A20 / AIRE DE BOISMANDE), (ZIP: 87250) - FRANCE	SAINT SULPICE LES FEUI	87250	87	réception	13/07/1999	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745635
FR/2533	BEZIERS SUD - SERVIAN	SERVIAN, (A9 / AIRE SUD DE MONTBLANC), (ZIP: 34290) - FRANCE	SERVIAN	34290	34	réception	18/09/2007	04/04/2011	NC	NC	DC	DC	2	1007745636
FR/2543	TOULON SUR ALLIER	TOULON SUR ALLIER, (ROUTE NATIONALE 7), (ZIP: 03286) - FRANCE	TOULON SUR ALLIER	3286	3	réception	22/10/1998	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745637
FR/2745	SAINT HILAIRE	SAINT-HILAIRE-COTTES, (A26 / AIRE DE SAINT-HILAIRE), (ZIP: 62120) - FRANCE	SAINT HILAIRE	62120	62	réception	29/09/2009	04/04/2011	NC	NC	NC	DC	1	1007745638
FR/2746	PARCE OUEST (Le Mans-Angers)	PARCE / SARTHE, AUT A11 SENS LE MANS -ANGERS, (A11 / AIRE OUEST DE PARCE), (ZIP: 72300) - FRANCE	PARCE	72300	72	réception	14/06/1993 st	04/04/2011	DC	NC	DC	DC	3	1007745639